



**Partenariats
internationaux,
positionnement
du Québec
et promotion
de la diplomatie
scientifique**

**Dans le cadre de ce mandat,
le scientifique en chef du
Québec agit pour assurer
le positionnement et le
rayonnement du Québec
au Canada et à l'étranger,
et le développement de
partenariats de recherche
internationaux. Il promeut
également la diplomatie
scientifique, particulièrement
celle que le Québec peut
mettre de l'avant.**

Le développement de partenariats pour stimuler les collaborations scientifiques



Mission gouvernementale au Mexique en 2015 avec Philippe Couillard
Crédit photo : Délégation du Québec au Mexique



Mission gouvernementale en Israël en 2022 avec Pierre Fitzgibbon
Crédit photo : MEIE



Mission gouvernementale à l'UNESCO avec François Legault en 2024
Crédit photo : Délégation générale du gouvernement du Québec à Paris

Plusieurs missions à l'étranger

En raison de son rôle stratégique dans le développement de la recherche au Québec, le scientifique en chef a été amené à participer à diverses missions à l'extérieur de la province et à recevoir des délégations étrangères. Par « mission », on pense aux missions gouvernementales, à celles du Fonds de recherche du Québec (FRQ) et aux missions propres au scientifique en chef pour l'exploration et le développement de partenariats et de liens avec des organismes de recherche et de financement.

Au chapitre des missions gouvernementales, il a notamment participé à celle du premier ministre Philippe Couillard en Israël et en Palestine, en 2017. Il a alors été mandaté par le premier ministre pour développer un partenariat avec la Palestine et a ainsi signé une entente entre les FRQ et l'Académie des sciences de Palestine qui a permis à près de 80 chercheurs et chercheuses palestiniens de cinq éditions du programme d'effectuer des stages de trois à quatre mois au Québec. La pandémie de COVID-19 a ralenti le développement de ce programme, qui a repris depuis. Une sixième édition s'est amorcée en 2026.

En 2022, le scientifique en chef retournait en Israël, cette fois pour une mission avec le ministre de l'Économie et de l'Innovation, Pierre Fitzgibbon. Au cours de la même année, en novembre, il a fait partie de la délégation du premier ministre François Legault au Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Djerba, en Tunisie.

Le scientifique en chef a par ailleurs participé à plusieurs autres missions gouvernementales : en Belgique (2012), au Mexique (2013 et 2015), en Chine (2014, 2016 et 2018), en France (2015, 2018 et 2026) et à Cuba (2016).

Mentionnons que le scientifique en chef a aussi participé à quelques reprises à l'événement annuel BIO en sciences de la vie, tenu dans différentes villes aux États-Unis, en compagnie du ministre en titre responsable de la science et de son équipe.

Par ailleurs, accompagné de membres de la haute direction, le scientifique en chef a organisé des missions propres au FRQ, afin d'explorer et de développer des partenariats avec des organismes et des ministères étrangers. Il y a eu les missions en France (2013 et 2024), au Japon (2013 et 2023), en Inde (2014), aux États-Unis (2017), en Belgique (2018 et 2022), au Luxembourg (2018), en Grande-Bretagne (2019) et à Ottawa (2020).



Signature d'une entente de partenariat avec l'Inserm en 2014
Crédit photo : FRQ

La mise en place de partenariats

Les partenariats internationaux du FRQ permettent de positionner le Québec en matière de collaborations scientifiques internationales. Au moment de l'arrivée du scientifique en chef, en 2011, les FRQ comptaient quelques partenariats au niveau international. Au cours de son mandat, le scientifique en chef a paraphé plusieurs ententes et quelques déclarations d'intention commune avec divers pays : la Belgique, avec le Fonds de la recherche scientifique–Flandre, en 2013 ; la Chine, avec la Chinese Academy of Science et la National Natural Science Foundation of China, la France, avec le CNRS et l'Inserm, et l'Allemagne, avec le ministère bavarois de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Culture, en 2014 ; la Belgique, avec le Fonds national de la recherche scientifique de la Wallonie, et le Mexique, avec le Conseil national de la science et de la technologie de ce pays, en 2016 ; la Cisjordanie, avec l'Académie palestinienne des sciences et des technologies, en 2017 ; l'Inde, avec le Maharashtra Government, en 2018 ; la Colombie, avec Colciencias, l'UNESCO, pour des chaires de recherche, le Royaume-Uni, avec le United Kingdom Research and Innovation, Cuba, avec le Centro de Neurociencias, et le Vietnam, avec le Science and Technology Ministry, en 2019 ; la Bavière, avec le ministère de la Science et des Arts de la Bavière, et le Luxembourg, avec le Fonds National de la Recherche du Luxembourg, en 2020 ; le Maroc, avec le Centre National pour la Recherche Scientifique et Technologique, Israël, avec le ministère de l'Innovation, des Sciences et de la Technologie de l'État d'Israël, et la Tunisie, avec le ministère

de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en 2022. Au moment où le scientifique en chef terminait son mandat, en juin 2026, le FRQ comptait plus d'une vingtaine d'organismes partenaires sur la scène internationale.

Le scientifique en chef a paraphé plusieurs ententes et quelques déclarations d'intention commune avec divers pays.

Par ailleurs, à la demande des universités montréalaises, le scientifique en chef a grandement collaboré à la candidature de Montréal comme lieu d'établissement du secrétariat de Future Earth. Cette plateforme de recherche mondiale a pour objectif de contribuer à l'avancement des connaissances et des solutions en matière de développement durable et de lutte contre les changements climatiques. Le choix de Montréal en 2015 comme l'un des cinq pôles importants du secrétariat de Future Earth, annoncé lors d'une conférence de presse du scientifique en chef avec le premier ministre Philippe Couillard, trois de ses ministres et le maire de Montréal, témoigne du dynamisme et de l'expertise des universités québécoises dans le domaine du développement durable.

Au moment où le scientifique en chef terminait son mandat, en juin 2026, le FRQ comptait plus d'une vingtaine d'organismes partenaires sur la scène internationale.



Signature d'une entente de partenariat avec le Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique du Maroc en 2022
Crédit photo : Ministère du Maroc

La visite de délégations étrangères

Il est arrivé à plusieurs occasions que des délégations d'organismes de financement d'autres pays soient en visite au Québec ou ailleurs au Canada, notamment pour rencontrer le scientifique en chef et la direction du FRQ. Qu'on pense à une délégation chinoise en 2012, belge en 2018 et 2026, luxembourgeoise en 2019, japonaise en 2025, brésilienne et africaine en 2026. En 2019, le scientifique en chef et les directions scientifiques des FRQ ont reçu une délégation palestinienne pour une journée d'échanges avec une dizaine de présidents d'université, en plus de planifier des rencontres échelonnées sur quelques jours avec des dirigeants d'universités québécoises établies à Montréal et à Québec.



Accompagné de plusieurs dignitaires, dont le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, lors de la conférence de presse concernant Futur Earth en 2018
Crédit photo : inconnu

Une présence importante sur la scène internationale

Tout au long de son mandat, le scientifique en chef a été sollicité pour prononcer des discours, donner des conférences et livrer des allocutions sur diverses tribunes et sur tous les continents.

Mentionnons le Forum annuel STS, au Japon, auquel il a pris part à plusieurs reprises et dont il fait partie du comité scientifique, de même que sa participation, à plusieurs occasions, à la Conférence annuelle sur les politiques scientifiques canadiennes (CSPC) qui se tient à Ottawa ou à la grande conférence annuelle BIO aux États-Unis. De façon plus ponctuelle, il a prononcé des conférences à l'UNESCO, à l'Académie des sciences de Paris et en différents endroits en Europe particulièrement, mais aussi en Asie, notamment en Inde, en Amérique du Sud, notamment en Colombie, et aussi en Océanie (Nouvelle-Zélande). À titre de président d'INGSA, il a aussi été très actif sur les tribunes du continent africain, entre autres au Sénégal, au Rwanda et en Afrique du Sud.

Tout au long de son mandat, le scientifique en chef a été sollicité pour prononcer des discours, donner des conférences et livrer des allocutions sur diverses tribunes et sur tous les continents.

Par ailleurs, la France a fait appel au scientifique en chef pour présider les comités d'évaluation internationaux qui visaient à évaluer la programmation du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en 2016 et celle de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en 2019, deux acteurs majeurs de l'écosystème de recherche français. Il préside d'ailleurs depuis plusieurs années le Comité international des programmes et équipements prioritaires de recherche de l'ANR. Il a aussi agi comme représentant canadien au comité intergouvernemental du programme *Gestion des transformations sociales* (MOST) de l'UNESCO, en 2013. Il est également sollicité sur la scène canadienne ; à cet égard, mentionnons sa plus récente participation à un comité d'évaluation de l'Institut canadien de recherches avancées

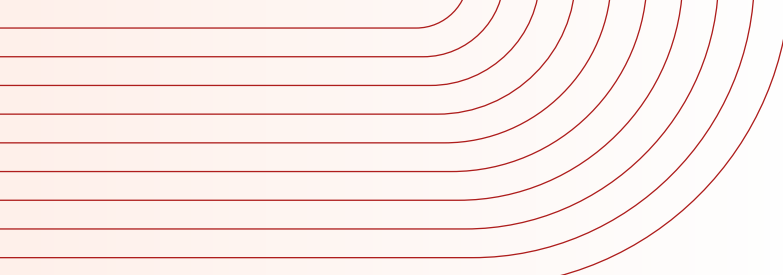
(CIFAR), en avril 2026. De telles demandes illustrent bien la crédibilité du scientifique en chef du Québec à l'extérieur de la province.

Mentionnons que lors du 50^e anniversaire de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), en 2014, il a été le seul représentant étranger à s'être exprimé sur la scène de l'amphithéâtre de la Sorbonne avec des chercheurs et des chercheuses de renom de la France, dans le cadre de l'événement phare de cet anniversaire et sous le patronage du président de la République de l'époque. Cette intervention s'inscrivait dans les activités du FRQ-Santé d'alors, car ce partenaire de longue date de l'INSERM célébrait lui aussi son 50^e anniversaire.



Séance plénière au World Science Forum en Afrique du Sud en 2022
Crédit photo : MTasajto

En 2025, Sorbonne Université a remis un doctorat *honoris causa* à Rémi Quirion, lui qui avait été promu membre associé de l'Académie nationale de médecine en 2016 et Officier de l'Ordre des Palmes académiques de la République française en 2015.



Des actions pour promouvoir la diplomatie et le conseil scientifiques

Inscrit dorénavant en toutes lettres dans la nouvelle loi qui régit le FRQ, le scientifique en chef a pour mandat de promouvoir la diplomatie scientifique, un travail qu'il mène depuis plusieurs années. Tout comme d'autres pays et juridictions, le Québec est confronté à de grands défis de société, tels que le vieillissement de la population et les changements démographiques, la lutte et l'adaptation aux changements climatiques, les retombées de l'intelligence artificielle et la sécurité de l'eau et des aliments, tout en ayant ses propres intérêts à promouvoir. La réponse aux grands défis de société et la promotion des intérêts nationaux exigent des collaborations scientifiques et diplomatiques, et surtout, une diplomatie scientifique. Cette manière de faire de la diplomatie en y associant la science facilite tant les relations entre le Québec et les autres pays et juridictions autour de préoccupations communes que la promotion des intérêts scientifiques et économiques de la province. La science est un élément du « soft power », cette capacité d'arrimer des intérêts nationaux sans contrainte.

La réponse aux grands défis de société et la promotion des intérêts nationaux exigent des collaborations scientifiques et diplomatiques, et surtout, une diplomatie scientifique.

C'est avec cette vision en tête que le scientifique en chef a développé le programme Scientifique en résidence dans les représentations du Québec à l'étranger. Il a fait plusieurs présentations et participé à plusieurs tables rondes sur la diplomatie scientifique, ici comme ailleurs. Particulièrement en 2016, les FRQ ont organisé un colloque sur la diplomatie scientifique dans le cadre du congrès de l'Acfas et un autre lors de la tenue des Entretiens Jacques-Cartier en 2017, deux moments d'échanges pour nourrir sa réflexion sur le sujet. De plus, le scientifique en chef a su faire inscrire le rôle et l'importance de la diplomatie scientifique dans la Vision internationale du Québec, en 2018.

Des scientifiques en résidence dans les représentations du Québec à l'étranger

En 2017, le scientifique en chef, en partenariat avec le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, le ministère de l'Économie et de l'Innovation, et Les Offices jeunesse internationaux du Québec, a mis sur pied le programme *Scientifique en résidence* dans les représentations du Québec à l'étranger. Ces résidences scientifiques postdoctorales permettent à des titulaires d'un doctorat de s'initier et de contribuer à la diplomatie scientifique, notamment en soutenant les collaborations internationales interuniversitaires en recherche, le rayonnement de la recherche québécoise et l'élaboration de missions de chercheuses et de chercheurs québécois vers ces pays et de scientifiques de ces pays vers le Québec.

Les deux premières expériences, menées à Londres, en Grande-Bretagne, et à Munich, en Allemagne, ont été tellement concluantes que plusieurs représentations du Québec dans le monde ont signifié leur intention de compter sur un scientifique en résidence. Malgré le ralentissement causé par la pandémie de COVID-19, on compte, en date de juin 2026, des scientifiques en résidence à Rabat (Maroc), Tokyo (Japon), Bruxelles (Belgique), Barcelone (Espagne), Londres (Grande-Bretagne), Mexico (Mexique), Dakar (Sénégal), Munich (Allemagne), Los Angeles et New York (États-Unis), Paris (France), Rome (Italie), Séoul (Corée du Sud) et Toronto (Canada). La ville de Mumbai, en Inde, est en voie d'en accueillir un.

Un réseau de chaires en diplomatie scientifique

Pour mieux être promue, la diplomatie scientifique exige des ressources. C'est pourquoi le scientifique en chef a lancé, en 2024, le programme de chaires en diplomatie scientifique, qui vise à renforcer le positionnement du FRQ et le Québec en structurant le développement du savoir autour de thèmes prioritaires qui se trouvent à l'interface de la diplomatie et de la science. À ce jour, on compte huit chaires, chacune impliquant une université québécoise et au moins une université d'un pays étranger. La première Chaire sur la diplomatie scientifique a été décernée en 2024 à l'Université Laval et à Sorbonne Université. Afin de faire de ces chaires un véritable réseau, le scientifique en chef en a fait l'annonce officielle en 2026 lors de la tenue d'une journée de travail réunissant les titulaires québécois et internationaux des chaires.

Les huit chaires en diplomatie scientifique soutenues par le FRQ en 2026

Chaire internationale de recherche en diplomatie scientifique pour la coopération arctique et spatiale	Polytechnique Montréal
Chaire sur la diplomatie scientifique et la gouvernance mondiale de l'intelligence artificielle	Université de Montréal
Chaire de diplomatie scientifique en dynamique et gestion des stocks halieutiques	Université du Québec à Rimouski
Réseau d'innovation de convergence alimentaire en Afrique (FCI-Africa) : une initiative internationale de diplomatie scientifique pour la sécurité alimentaire et la prospérité durable	Université McGill
Chaire de recherche en diplomatie scientifique climatique : savoirs, technologies et gouvernance	Université de Sherbrooke
Chaire de recherche en diplomatie scientifique sur l'inclusion dans l'éducation de la petite enfance	Université du Québec à Trois-Rivières
Chaire de recherche en diplomatie scientifique autochtone	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Chaire de recherche en diplomatie scientifique	Université Laval

Le programme *Science en exil*

Le programme *Science en exil* du FRQ a été développé initialement à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en 2022. Il permet d'accueillir au Québec des scientifiques et des étudiants de cette région du monde ou de permettre à ceux qui étaient déjà au Québec de poursuivre leurs travaux de recherche. Ce programme a été pérennisé et élargi à la Palestine, à l'Afghanistan, à l'Iran et à d'autres pays et régions en situation d'urgence, telle que définie par le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies. Le partenariat du FRQ avec la Palestine en 2017 mentionné plus tôt a été précurseur du programme *Science en exil*. Il s'agit là de gestes que l'on peut inscrire dans une visée de diplomatie scientifique. Par cette initiative, le FRQ et le scientifique en chef participent aux efforts globaux de solidarité avec les communautés scientifiques affectées par des crises importantes et subites dans leur pays.

Son rôle comme cofondateur et président de l'INGSA

Nommé en 2011 et constatant l'existence d'un certain nombre de scientifiques en chef ou de conseillers scientifiques dans le monde, Rémi Quirion fonde avec Peter Gluckmann, scientifique en chef de la Nouvelle-Zélande, le Réseau international en conseil scientifique gouvernemental : l'International Network for Governmental Science Advice (INGSA). Dans les premières années, le scientifique en chef du Québec séjourne sur le continent africain pour organiser des ateliers de formation permettant de renforcer les capacités en matière de conseil scientifique aux gouvernements : il se rend à Hermanus, en Afrique du Sud, en 2016, et à Dakar, au Sénégal, en 2017.

En 2021, le scientifique en chef du Québec est nommé président de l'INGSA et devient alors le premier francophone à accéder à la tête de cette organisation, qui regroupe plus de 6 000 membres répartis dans quelque 130 pays.



Deux cofondateurs d'INGSA (Peter Gluckmann) à la conférence d'INGSA au Rwanda en 2024
Crédit photo : FRQ

Il devient vice-président de cette organisation en 2018. L'INGSA compte maintenant cinq chapitres, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et Caraïbes, aux États-Unis et en Europe.

En 2021, le scientifique en chef du Québec est nommé président de l'INGSA et devient alors le premier francophone à accéder à la tête de cette organisation, qui regroupe plus de 6 000 membres répartis dans quelque 130 pays. Un membership gratuit et ouvert à toute personne intéressée par la mission d'INGSA. Il organise sous forme hybride la quatrième édition du Congrès international sur le conseil scientifique aux gouvernements en septembre 2021, à Montréal, sous le thème *Réinventer le dialogue entre sciences, politiques et grand public*. Plus de 2 000 participants et participantes de diverses régions du monde ont répondu à l'invitation, en présentiel et en virtuel.

Durant sa présidence, il poursuivra le mandat qu'il s'est donné lorsqu'il a cofondé l'INGSA : faciliter et promouvoir le conseil scientifique auprès des gouvernements à l'échelle internationale, une fonction importante de la diplomatie scientifique. Accordant une grande importance à la recherche en français et à son rayonnement, il entend poursuivre ses efforts de promotion en la matière, particulièrement auprès des pays de la Francophonie, en l'occurrence en Europe et en Afrique francophone.

En 2022, il crée le Réseau francophone international en conseil scientifique (RFICS). Établie à l'Université Laval, sous la direction de Mathieu Ouimet, cette organisation constitue la première division linguistique de l'INGSA. Le Réseau est aussi déployé en Afrique et en Europe, et poursuit la mission de renforcer les capacités en matière de conseil scientifique. Il incarne un moyen de construire la diplomatie scientifique francophone de demain.



*Annnonce de la création du RIFCS en 2021
Crédit photo : FRQ*

En 2024, au Rwanda, le scientifique en chef a organisé la cinquième édition de la Conférence d'INGSA, une première sur le continent africain, voire dans le Sud global. Cet événement d'envergure a rassemblé les chefs de file mondiaux en matière de conseil et de diplomatie scientifiques. La prochaine Conférence aura lieu en 2027 en Malaisie.

En tant que scientifique en chef du Québec sortant, Rémi Quirion prévoit demeurer à la présidence de l'INGSA jusqu'à son remplacement, prévu en 2030 lors de la Conférence triennale. 

